

## **DÉCLARATION DE SOLIDARITÉ AVEC LE CENTRE DE RESSOURCES HEDA, NIGERIA**

**Nairobi, 4 avril 2022**

Nous, les organisations panafricaines et internationales de défense des droits humains soussignées, sommes profondément préoccupées par les dernières attaques contre les défenseur·e·s des droits humains (DDH) au Nigeria, en Afrique. Dans la nuit du 28 mars 2022, cinq hommes armés sont entrés de force au domicile de M. Olanrewaju Suraju, président du *Human and Environmental Development Agenda* (Centre de ressources HEDA). C'est ce qui ressort d'une [déclaration](#) du secrétaire exécutif du Centre de ressources HEDA. De nombreux articles personnels et professionnels ont été volés, notamment des téléphones, des ordinateurs portables, des bijoux, une voiture, des cartes bancaires et des documents de bureau, entre autres objets de valeur. M. Suraju a été contraint de fournir toutes ses données de sécurité, y compris les mots de passe de son téléphone, ses identifiants bancaires et ceux de son ordinateur portable. Les assaillants, qui étaient lourdement armés de fusils, de couteaux et d'autres armes dangereuses, ont également menacé la vie de M. Suraju et l'ont agressé physiquement ainsi que sa femme, qui ont tous deux été hospitalisés par la suite.

À la lumière de ce qui précède, nous appelons le Gouvernement fédéral du Nigeria et ses agences d'investigation à agir rapidement pour traduire les auteurs en justice. Compte tenu des circonstances actuelles, nous sommes convaincus qu'il s'agit d'une attaque contre le travail de défense des droits humains et de lutte contre la corruption mené par le Centre de ressources HEDA, et d'une tentative d'intimidation des autres défenseur·e·s des droits humains et des lanceurs d'alerte au Nigeria. Nous condamnons fermement cet acte et exprimons notre plus grande solidarité avec le Centre de ressources HEDA.

Il ne faut pas oublier que les défenseur·e·s des droits humains nigériens et nigériennes opèrent dans un contexte difficile et qu'ils/elles ont été victimes d'agressions, certains d'entre eux ayant payé de leur vie pour défendre leur engagement en faveur des droits humains et environnementaux. Nous nous souvenons de ces défenseur·e·s, tels que Ken Saro-Wiwa, Saturday Doobee, Nordu Eawo, Daniel Gbokoo, Paul Levera, Felix Nuate, Baribor Bera, Dr. Barinem Kiobel, et John Kpuinen.

Nous rappelons que la République fédérale du Nigeria est un État partie à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (la Charte africaine) et qu'elle est signataire de la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption (CUAPLCC). En vertu de la Charte et de la Convention et de leurs résolutions d'appui, le Gouvernement nigérian a la responsabilité et l'obligation de :

1. Promouvoir et donner plein effet à la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme, en prenant toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des défenseur-e-s des droits humains<sup>1</sup> ;
2. Remplir toutes ses obligations telles que stipulées dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, notamment le fait qu'il incombe au premier chef à la République fédérale du Nigeria de promouvoir et de protéger les droits humains au Nigeria ;
3. Prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir à tous les défenseur-e-s des droits humains nigériens et nigériennes un environnement propice à l'exercice de leurs activités sans craindre d'être victimes d'actes de violence, de menaces, de représailles, de discrimination, de pressions et de tout acte arbitraire de la part d'acteurs étatiques ou non étatiques en raison de leurs activités en faveur des droits humains<sup>2</sup> .
4. S'engager dans la lutte contre la corruption et les délits connexes au Nigéria, en créant un environnement favorable qui permet à la société civile et aux médias d'exiger des Gouvernements les plus hauts niveaux de transparence et de responsabilité dans la gestion des affaires publiques, comme indiqué dans les articles 3 et 12 de la CUAPLCC.

Nous demandons au Gouvernement du Nigeria d'enquêter sur ce cas d'agression physique et de vol contre M. Olanrewaju Suraju, sa famille et le Centre de ressources HEDA. Le Gouvernement nigérian doit garantir leur sécurité pendant cette période et à l'avenir, et s'engager à créer un environnement sûr et favorable pour les défenseur-e-s des droits humains nigériens et nigériennes.

Nous appelons les commissaires et les titulaires de mandats spéciaux de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) à plaider pour la protection des défenseur-e-s des droits humains au Nigeria, et à s'engager auprès du Gouvernement nigérian pour construire un

---

<sup>1</sup> [https://www.achpr.org/fr\\_sessions/resolutions?id=74](https://www.achpr.org/fr_sessions/resolutions?id=74)

<sup>2</sup> [https://www.achpr.org/fr\\_sessions/resolutions?id=171](https://www.achpr.org/fr_sessions/resolutions?id=171)

environnement plus sûr pour défendre les droits, notamment par le biais de politiques publiques pour la protection des défenseur·e·s des droits humains.

Nous appelons les acteurs internationaux à dénoncer cette attaque contre le Centre de Ressources HEDA et la communauté plus large des défenseur·e·s des droits humains nigériens, et à s'engager auprès du Gouvernement nigérian afin que leur devoir de garantir la responsabilité, la justice et la protection soit respecté.

Signé par :

1. Protection International Africa
2. Protection International
3. HAKI Africa – Kenya
4. Association d'actions de Paix et de développement communautaire (APADEC) – DRC
5. Women HRDs Hub – Kenya
6. South Sudan Human Rights Defenders Network (SSHRDN)
7. Child Pearl Organization South Sudan (CPOSS)
8. Kalkal Human Rights Development Organization (KAHRDO) – Somalia
9. Women in Justice Africa – Kenya
10. Action 54 – South Sudan
11. Coalition for Somalia Human Rights Defenders (CSHRDs) – Somalia
12. Youth Forum for Social Justice Secretariat – Uganda
13. BAWAC – Cameroon
14. LITE Africa – Nigeria
15. Coalition for Grassroots Human Rights Defenders – Kenya
16. Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice (RRSSJ) – DRC
17. African Centre for Democracy and Human Rights Studies (ACDHRS) – The Gambia
18. iAfrika – Nigeria
19. International Service for Human Rights
20. Partnership for Justice - Nigeria
21. Vision Spring Initiatives (VSI) – Nigeria
22. Bunge Mashinani Initiative – Kenya



**PROTECTION**  
international  
**AFRICA**

23. FIDH, within the framework of the Observatory for the Protection of Human Rights Defenders
24. OMCT (World Organisation Against Torture), within the framework of the Observatory for the Protection of Human Rights Defenders